

Article 21 du Règlement

[Français]

LA RÉFORME FISCALELES CHANGEMENTS APPORTÉS GRÂCE AUX PRESSIONS FAITES
PAR LES LIBÉRAUX ET LA POPULATION

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, demain, le ministre des Finances (M. Wilson) annoncera les modifications qu'il apportera au projet de réforme de la fiscalité. C'est demain qu'on saura si le gouvernement va corriger les injustices qu'il a causées à l'endroit des familles canadiennes, suite à la désindexation des allocations familiales, à la diminution du plafond du seuil d'admissibilité au crédit d'impôt pour enfants. C'est demain qu'on saura si les personnes âgées seront écoutées par le rétablissement d'un crédit d'impôt au niveau des intérêts perçus à leur endroit. Mais, monsieur le Président, une chose dont on doit se réjouir et dont on a entendu peu parler suite aux scandales du gouvernement, c'est que suite aux pressions faites par les libéraux et la population, le gouvernement a décidé de reculer sur son option de taxer la nourriture.

Monsieur le Président, je pense qu'on doit remercier la population pour les efforts qu'elle a faits. Et c'est la quatrième fois que l'opposition officielle, le parti libéral, fait reculer ce gouvernement conservateur: la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse, les coupures sur les prestations d'assurance-chômage, la taxe de 10 p. 100 sur les médicaments pour les maladies cardio-vasculaires et maintenant la taxe sur l'alimentation.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

LES BESOINS PARTICULIERS EN ABITIBI

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, les Abitibiens et Abitibiennes sont depuis 1984 conscients des problèmes bien particuliers concernant le développement économique de leur immense territoire. Le gouvernement du Canada a fait preuve de leadership dans sa coopération avec les municipalités et les entreprises privées pour la relance économique de l'Abitibi.

Avec la venue de la réforme fiscale, il faudra stimuler davantage notre croissance économique par la création d'un fonds de diversification de l'économie du Nord du Québec, dans laquelle figurera la reconnaissance de l'importance d'offrir aux jeunes la possibilité de demeurer en Abitibi, la création d'un programme visant à stimuler la mise au point et l'utilisation de la nouvelle technologie, car notre région est trop dépendante de l'exploitation des richesses naturelles.

Monsieur le Président, je suis conscient des besoins particuliers en Abitibi, et il nous faudrait un fonds de soutien de 100 millions de dollars pour atteindre les buts que je viens de mentionner.

[Traduction]

LES CHEMINS DE FER

REQUIEM POUR LES WAGONS DE QUEUE

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, les gens vont se rappeler cette semaine comme ayant été l'une des plus tristes de l'histoire canadienne: les sociétés ferroviaires ont obtenu la permission de se défaire des wagons de queue en dépit du fait que cela va compromettre la sécurité publique et le bien-être des cheminots.

Avant que les wagons de queue disparaissent, rappelons-nous que cette semaine nous allons peut-être assister à la disparition—due à l'accord commercial Mulroney-Reagan—de bien d'autres choses que les Canadiens chérissent, mais que leur gouvernement a décidé de leur enlever sous prétexte que cela va nous faciliter la concurrence avec les États-Unis. C'est le principal raisonnement auquel les sociétés ferroviaires ont eu recours pour éliminer les wagons de queue.

La disparition des wagons de queue est le résultat de ce qu'on appelle l'harmonisation par la déréglementation et le libre-échange, les principes de la nouvelle ère en vertu desquels on exploite les travailleurs.

Si, en ce qui a trait aux wagons de queue, le gouvernement n'est pas disposé à respecter les désirs des cheminots—ou quoi que ce soit d'autre, quant à cela—peut-être va-t-il enfin montrer un peu de respect pour les cheminots retraités et dire ce qu'il a l'intention de faire au sujet des pensions du CN et des demandes que les pensionnés du CN font depuis des années.

* * *

LES PÊCHESL'INDUSTRIE DES MOLLUSQUES DU GOLFE SAINT-LAURENT—
LES DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

M. Gerald Comeau (South West Nova): Monsieur le Président, tous les Canadiens se rendent compte qu'il faut alerter le public et le tenir au courant des problèmes reliés à certains fruits de mer en provenance du golfe Saint-Laurent.

Hier, les députés de l'opposition ont mentionné d'autres fruits de mer qui n'étaient pas visés par l'alerte générale. Ces députés ont laissé entendre qu'il pourrait aussi y avoir des problèmes avec d'autres fruits de mer. De tels propos ne sont pas du tout utiles. Si les députés de l'opposition ne savent pas que ce n'est pas à conseiller de dire de telles choses, leurs collègues de la côte de l'Atlantique devraient leur expliquer tout le tort que cela fait à l'industrie.

Au nom des Canadiens de la région de l'Atlantique, j'exhorte ces députés à mettre de côté leurs idées sectaires. Vous avez dit ce que vous aviez à dire. Ne tuez pas l'industrie.